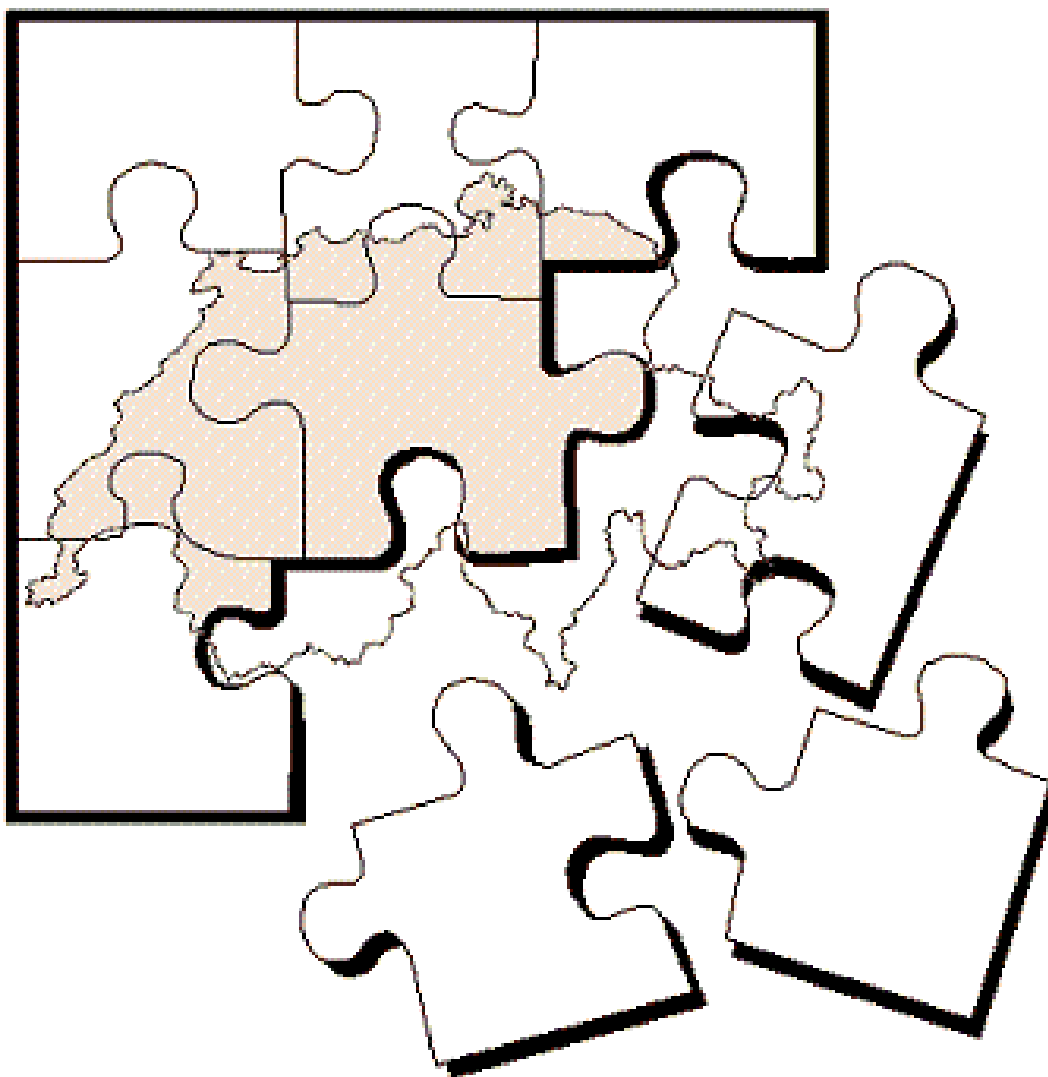


FORS - Centre de compétences suisse en sciences sociales

MOSAÏCH 2011 : QUELQUES RESULTATS



Santé, environnement et citoyenneté

Nos remerciements vont aux nombreuses personnes, répondants et enquêteurs qui rendent possible ce projet financé par le Fond national suisse de la recherche scientifique.

FORS, Lausanne, janvier 2013

Mesures et Observation Sociologique des Attitudes en Suisse

Nous sommes heureux de vous présenter quelques résultats de l'enquête MOSAiCH 2011. Cette enquête, qui a lieu tous les deux ans depuis 2005, porte sur un échantillon représentatif de personnes résidant en Suisse, âgées de 18 ans et plus.

MOSAiCH est composée notamment de deux modules, différents à chaque édition, du *Programme international d'enquêtes sociales* (ISSP). En 2010-2011, les thèmes de l'ISSP étaient la santé et l'environnement. Une équipe du *Centre de compétences suisse en sciences sociales* (FORS) adapte ce questionnaire pour la Suisse et ajoute un troisième module, fixe, consacré à la citoyenneté et s'inspirant partiellement de l'enquête *Eurobaromètre*.

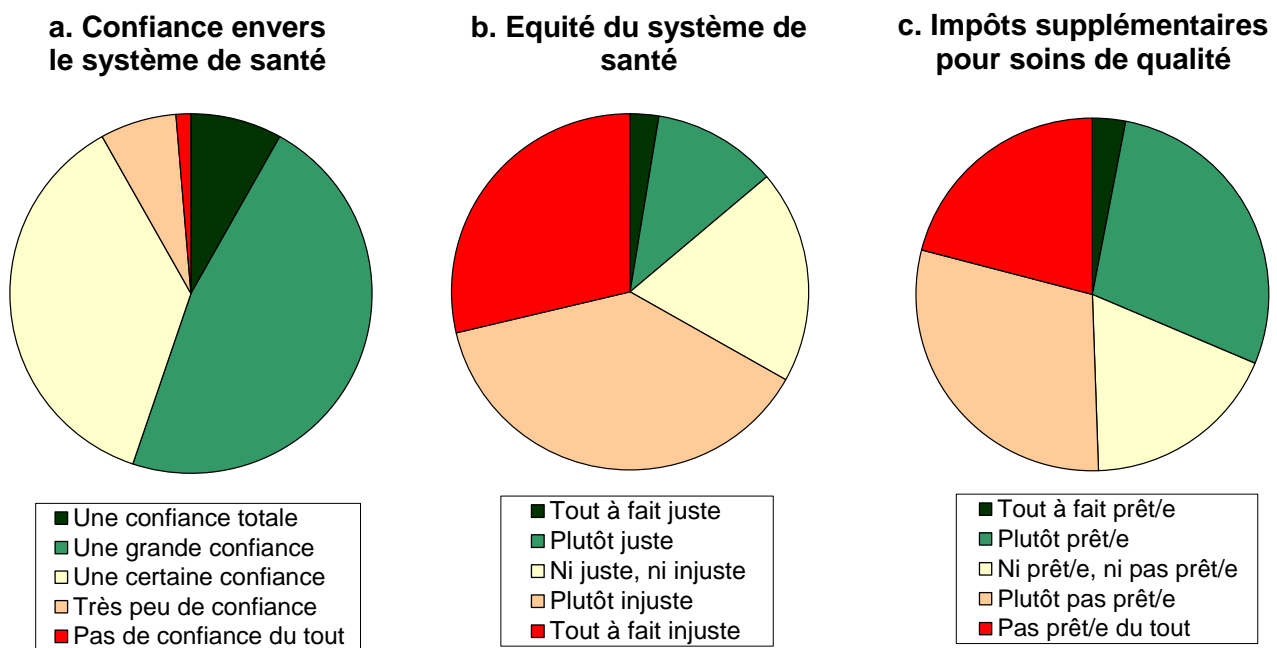
1212 participants – ce qui représente un taux de réponse de 51% – ont accepté de donner une interview d'une durée d'une heure en moyenne. L'enquête s'est déroulée entre mars et novembre 2011. Ce document présente un survol de quelques résultats.

Module international sur la santé

Le module de l'ISSP 2011 se penche sur les attitudes face aux politiques de santé, ainsi que sur les comportements individuels. La dimension internationale de l'ISSP offre d'intéressantes possibilités de comparaison avec des pays aussi différents que, par exemple, les Philippines ou les États-Unis. Ce document restera cependant centré sur les résultats de l'enquête en Suisse.

D'un point de vue général, on remarque que les répondants expriment en moyenne de la confiance envers le système de santé (Figure 1a) qui est vu comme globalement efficace et ne nécessitant pas de réforme importante. Il faut cependant relever que les deux-tiers des personnes ayant été interrogées estiment que le système de santé est *plutôt injuste* (Figure 1b). Le problème apparaît donc comme davantage celui de l'équité des soins que celui de leur qualité. Dans cette perspective, il est intéressant de relever qu'un tiers des répondants seraient plutôt ou tout à fait prêts à payer plus d'impôt afin de garantir des soins médicaux de meilleure qualité pour tous (Figure 1c).

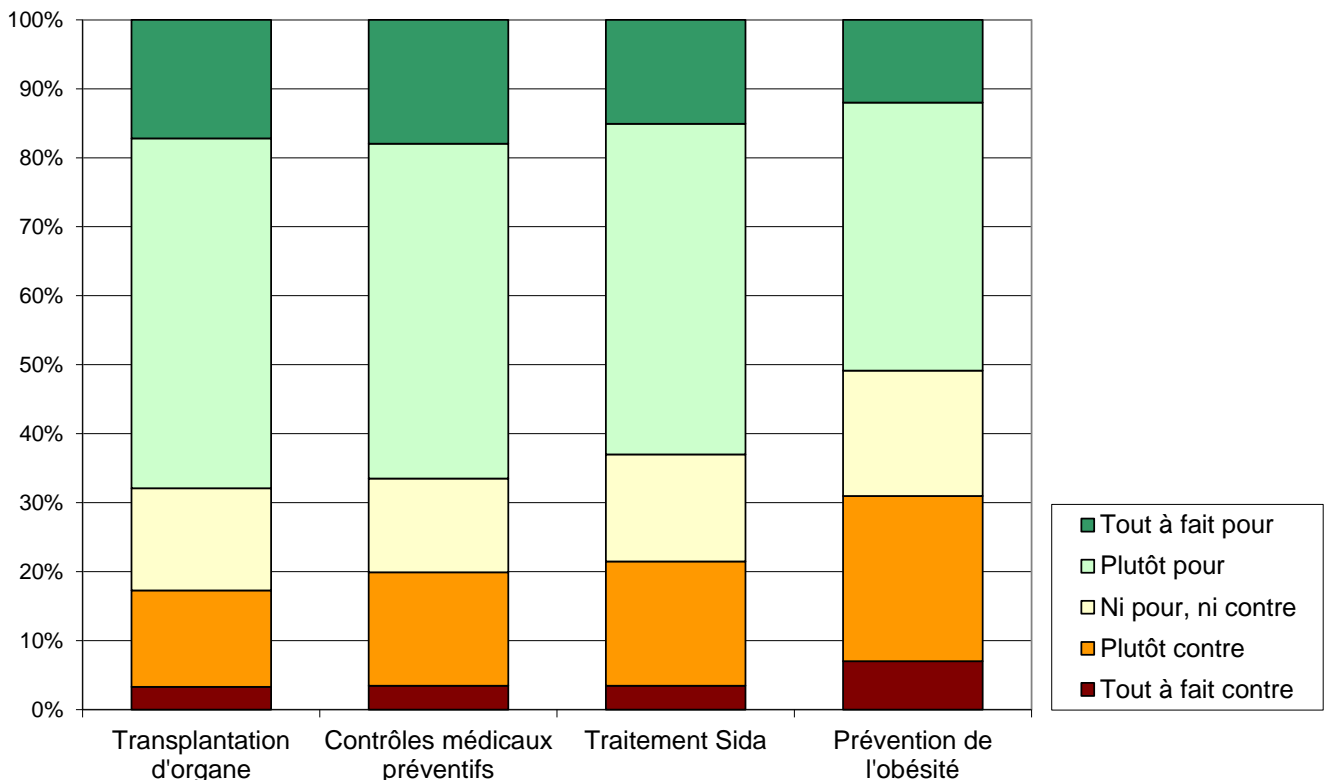
Figure 1: évaluation du système de santé en Suisse



La question de l'équité des systèmes de santé concerne le problème de leur couverture : qu'est-ce qui doit être couvert par les systèmes assuranciers et qu'est-ce qui doit relever uniquement de l'effort privé ? Une forte majorité de répondants (80%) estime en effet que certaines personnes *utilisent plus de prestations que nécessaire*. Il est compréhensible que le soutien financier de l'État pour les institutions de santé ne peut pas s'étendre sans limite. Cependant, la définition de ce qui relève de l'accès pour tous aux soins est variable. Les limites de la solidarité sont mesurées dans une question portant sur le financement public de différentes

prestations. On remarque sur la Figure 2 que les personnes résidant en Suisse sont généralement sensibles à l'intervention de l'État en matière de santé, malgré une légère réticence pour la prévention de l'obésité. L'idée semble assez largement partagée que ce type de problème relève de la responsabilité individuelle et ne devrait donc pas faire partie de l'ensemble des soins que l'État doit garantir. La notion de responsabilité individuelle fait contrepoids aux principes de justice sociale qui prônent la couverture publique des soins.

Figure 2 : financement par l'Etat de prestations de santé

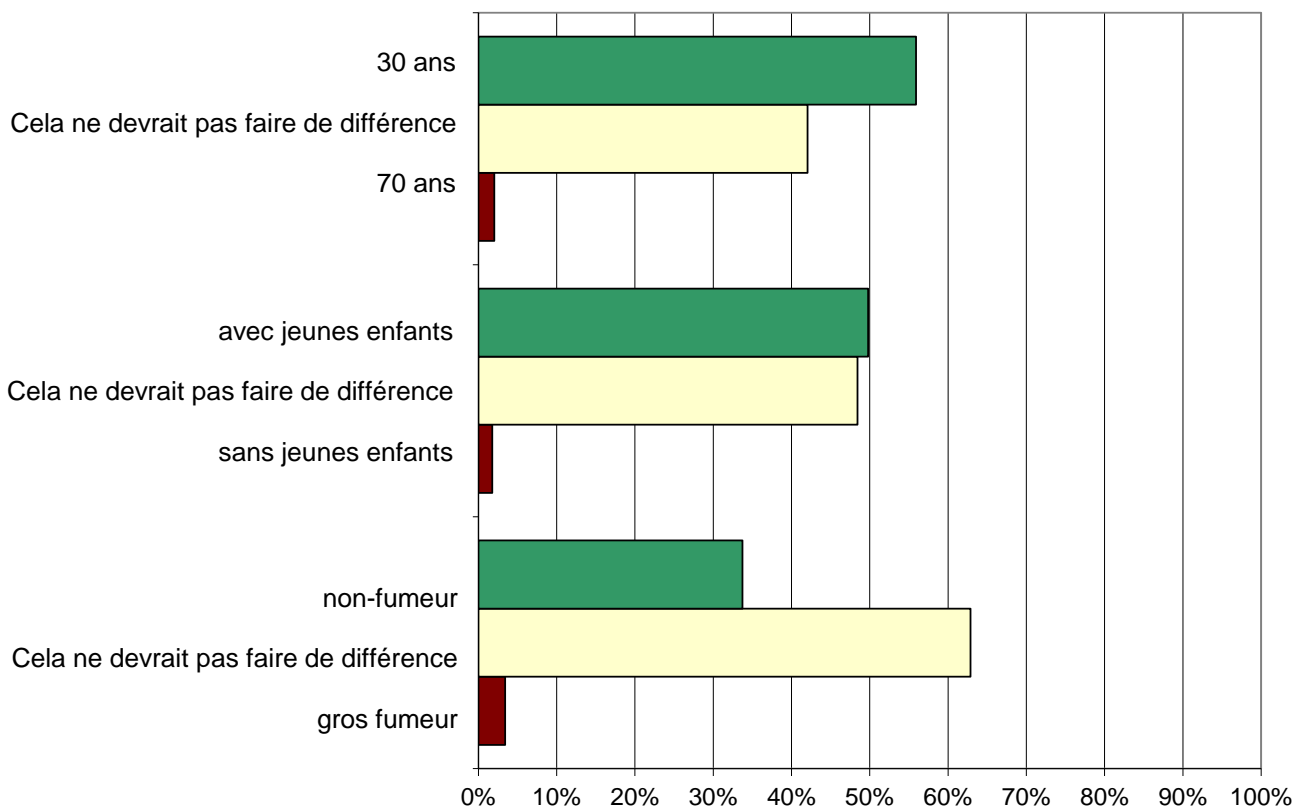


Le thème de la justice sociale a aussi été abordé à l'aide d'un petit scénario proposant différents critères justifiant le fait de favoriser une personne au détriment d'une autre. La question de l'équité en matière de soins peut dépendre de la responsabilité du patient, mais aussi, plus largement, de sa situation personnelle. Le scénario met en scène deux patients devant subir une opération du cœur : il faut donner la priorité à l'un des deux. Trois critères sont proposés pour justifier la décision, d'abord en opposant un fumeur et un non-fumeur, ensuite en opposant des personnes d'âges différents et enfin, en mettant en scène une personne avec de jeunes enfants en bas âge.

Les résultats montrent qu'il existe une certaine tolérance vis-à-vis du tabagisme, comportement vis-à-vis duquel, moins de 40% des répondants désirent faire une différence (Figure 3). Les autres critères – que ce soit le fait d'avoir des enfants ou d'être plus jeune – apparaissent davantage comme des critères mobilisables pour accorder une priorité.

Si on analyse les réponses en fonction de l'appartenance à l'un des groupes concernés, on remarque que le fait d'avoir des enfants n'a aucune influence. Par contre, les fumeurs se montrent plus souvent soucieux d'équité vis-à-vis d'eux-mêmes, puisqu'ils sont 73% à refuser de faire une différence, contre 60% des non-fumeurs. Enfin, du point de vue de la catégorie d'âge, on constate que ce sont celles et ceux qui ne sont pas actuellement concernés qui, tendanciellement, refusent de choisir : les personnes de 40 à 60 ans sont plus nombreuses (45%) à estimer que cela ne devrait pas faire de différence, par rapport aux jeunes jusqu'à 40 ans (40%) et aux personnes âgées de plus de 60 ans (40%).

Figure 3: priorité d'accès aux soins selon la catégorie de patients



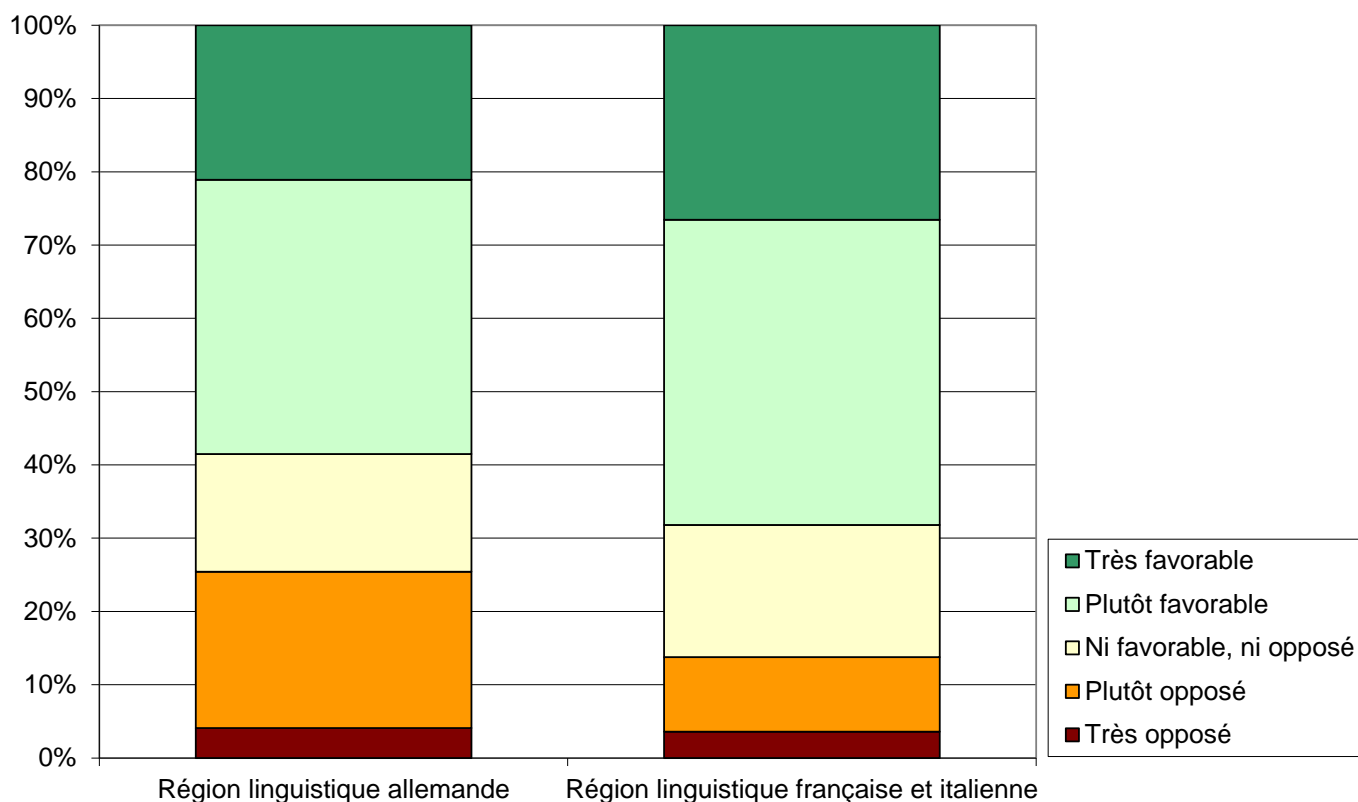
L'image que donne la médecine d'elle-même constitue un élément important de la thématique des soins. On peut relever que près de 84% des participants à l'enquête semblent faire plus ou moins confiance aux médecins en général. Mais il faut noter qu'une proportion non négligeable de personnes estime que les médecins s'intéressent plus à l'argent qu'à leur patient (21%) et, surtout, que leurs compétences ne sont pas aussi bonnes qu'elles devraient l'être (25%).

Une partie des questions portent sur l'évaluation de différents types de médecine. On peut remarquer que certaines personnes sont mécontentes de la médecine « officielle » et se tournent vers les médecines « alternatives ». Un quart des femmes et des hommes ayant participé à l'enquête sont plutôt d'accord avec l'idée que les médecines « alternatives » apportent une meilleure réponse aux problèmes de santé que la médecine « officielle ». Lorsqu'on demande le

degré de satisfaction lié à une consultation auprès d'un médecin utilisant une approche « alternative », 17% des répondants se déclarent complètement satisfaits, contre 14% dans le cas de la médecine « officielle ».

Une partie additionnelle de ce module de questions sur la santé porte sur des éléments spécifiques à la situation suisse, par exemple la franchise d'assurance choisie ou l'importance des dépenses de santé dans le budget des ménages. Nous pouvons ainsi constater que l'impact financier de la santé sur le ménage a une influence sur l'opinion exprimée à propos du système d'assurances maladies. Lors d'un scrutin populaire en 2007, 70% des votants s'étaient exprimés contre le projet d'une *caisse unique*. Aujourd'hui, selon l'enquête MOSAiCH¹, il semble qu'une majorité y serait favorable. Une petite analyse sur les facteurs qui pourraient influencer cette opinion montre que, si les différences de revenus et d'âge ont un effet (ce sont les catégories moyennes et les personnes âgées qui sont relativement les plus opposées), c'est surtout la région linguistique qui importe le plus : les régions latines (Suisse romande et Tessin) sous toutes deux plus favorables à la mise sur pied d'une caisse publique (Figure 4).

Figure 4: être en faveur ou opposé à un système d'assurance maladie publique



¹ Dans quelle mesure êtes-vous en faveur ou opposé à un système d'assurance maladie dans lequel l'assurance de base obligatoire (LAMal) serait publique, c'est-à-dire gérée par la Confédération ou les cantons?

Module international sur l'environnement

L'enquête internationale ISSP 2010, incluse dans MOSAiCH, porte sur les préoccupations vis-à-vis de l'environnement. Lorsqu'on demande au répondant de choisir parmi une liste de problèmes celui qui est le plus important pour la Suisse actuellement, l'environnement n'est cité qu'en quatrième position derrière la santé, l'éducation et l'immigration. On constate également qu'environ 27% des répondants sont plutôt ou tout-à-fait d'accord avec l'idée que l'on se soucie trop de l'avenir de l'environnement et pas assez du coût de la vie et de l'emploi.

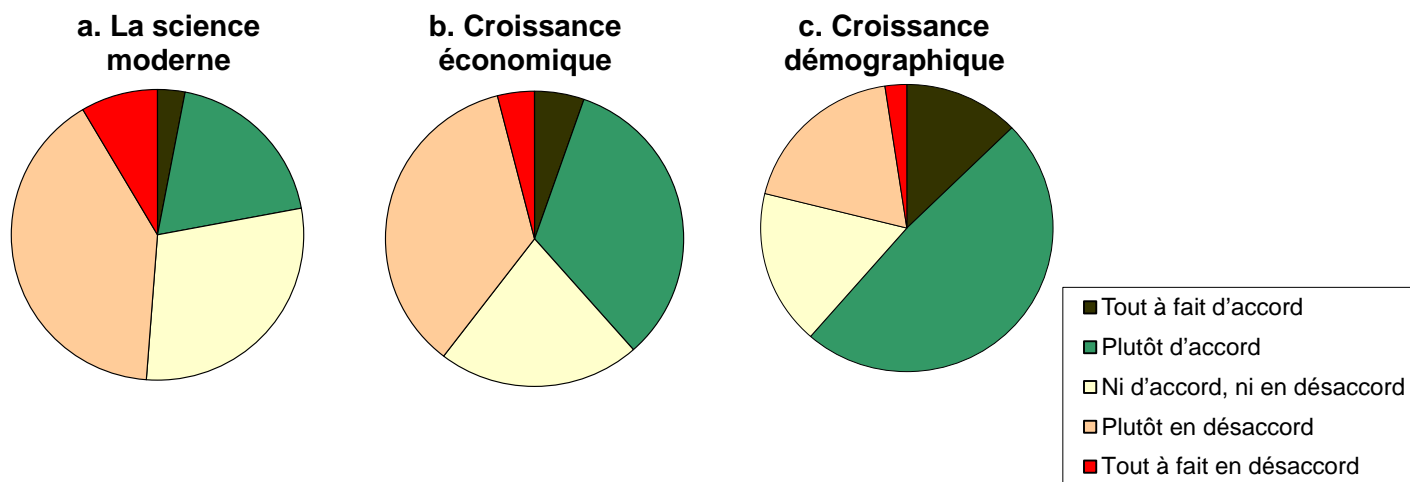
Cette partie du questionnaire se penche sur des défis environnementaux importants qui nous attendent dans les prochaines décennies, mais qui nous concernent déjà, pour certains. Le tableau ci-dessous montre les résultats à la question demandant au répondant de désigner, parmi une liste, le problème ayant le plus de conséquences pour lui et sa famille (Table 1).

Table 1: problème environnemental ayant le plus de conséquences pour le répondant et sa famille

Types de problème	Pourcent
La pollution atmosphérique	22.7%
Le changement climatique	14.6%
Les déchets nucléaires	12.5%
L'épuisement des ressources naturelles	10.3%
Les produits chimiques et les pesticides	7.5%
Les aliments à base d'OGM	6.6%
La pollution des eaux	4.8%
La pénurie d'eau	2.9%
L'élimination des ordures ménagères	2.8%
Total	100.0%

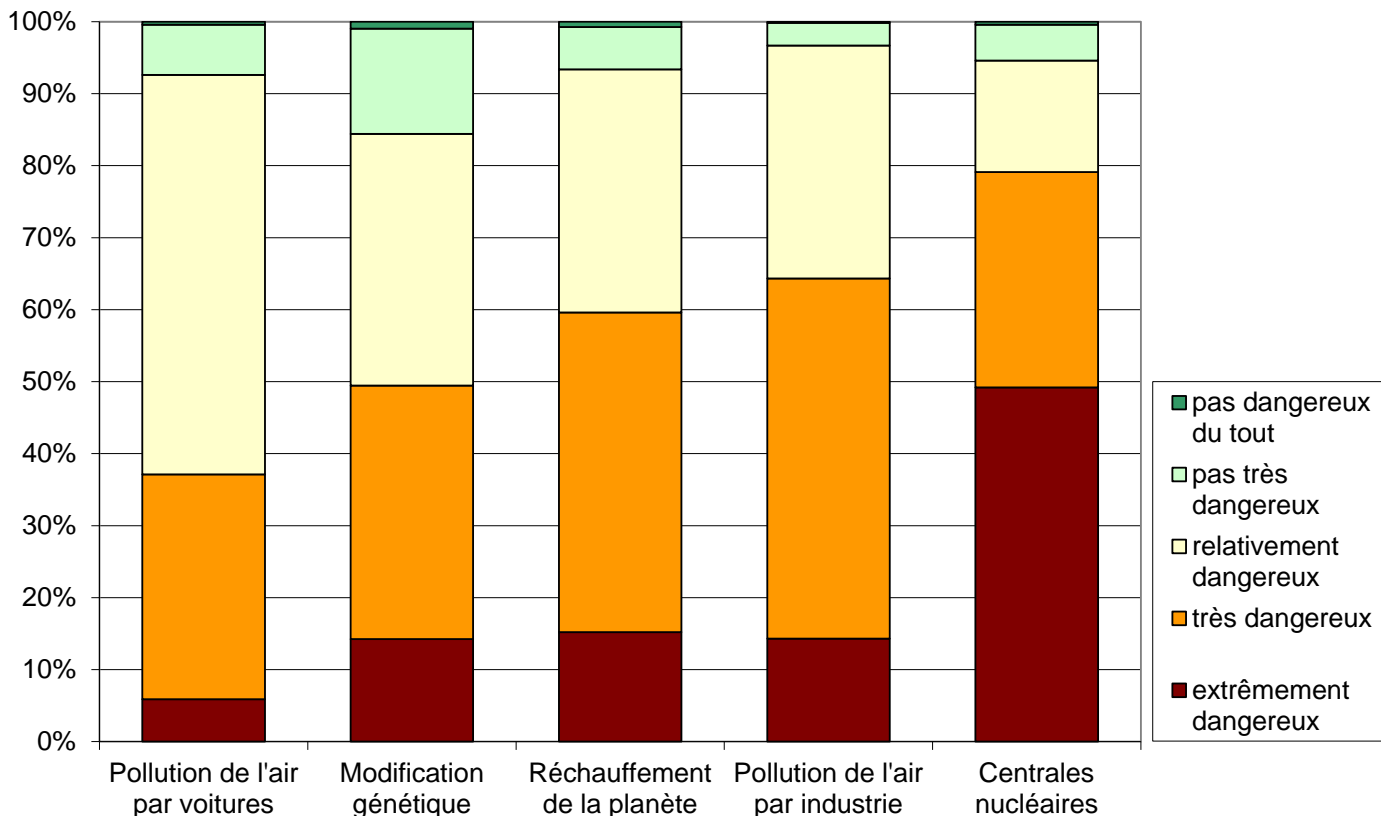
Les causes et les moyens de remédier à ces problèmes sont abordés, notamment le rôle de la responsabilité individuelle. Ainsi, les trois-quarts des répondants (74%) désapprouvent la forme de déni de responsabilité selon lequel, il est inutile de faire des efforts tout seul. De nombreuses personnes estiment que la vie moderne nuit à l'environnement (49%). Mais, les résultats montrent que c'est moins l'aspect technique de la civilisation que l'augmentation de la population qui est en cause : si la science moderne est vue par 22% des répondants comme faisant plus de mal que de bien (Figure 5a), la croissance économique nuit nécessairement à l'environnement selon 39% des répondants (Figure 5b) et la croissance démographique excessive constitue une cause de dégradation de l'environnement pour 61% des répondants (Figure 5c). Ainsi, la croissance, pour bon nombre de gens, n'est pas seulement économique, et concerne aussi la démographie.

Figure 5: causes générales de nuisances à l'environnement



La question de la protection de l'environnement concerne le développement de techniques polluantes ou dangereuses pour l'écosystème. Afin de cerner plus précisément les préoccupations à ce propos, une question demande aux répondants de se positionner sur le caractère néfaste de cinq grandes technologies modernes. Les réponses montrent que l'exploitation des centrales nucléaires est, aux yeux des répondants, une menace qui se détache nettement des autres (Figure 6). Ces résultats ont été influencés par la catastrophe nucléaire de *Fukushima* survenue au moment de l'enquête : certaines questions sont très sensibles aux événements médiatiques.

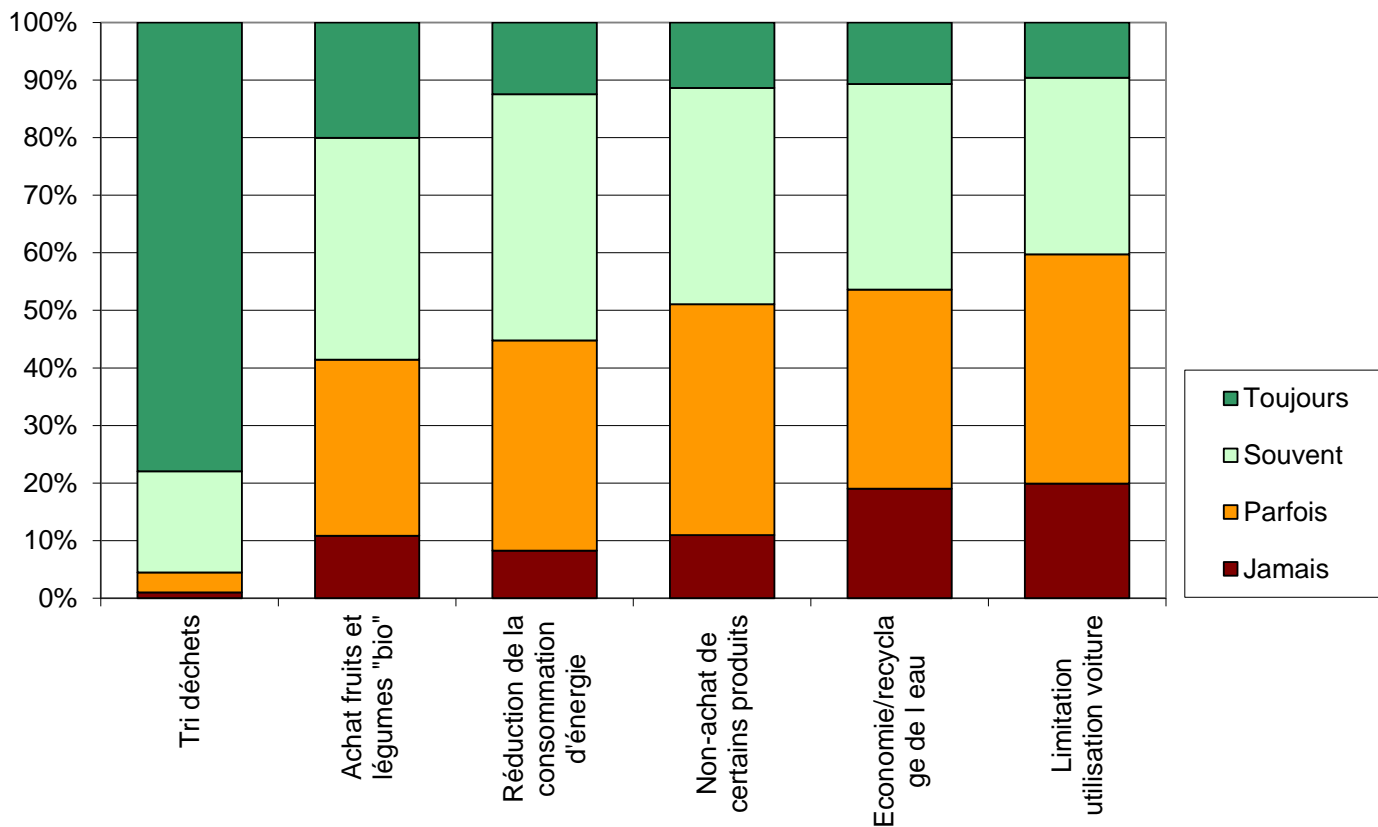
Figure 6: danger pour l'environnement des technologies modernes



Des politiques spécifiques peuvent être menées afin de protéger ou réduire les nuisances occasionnées à l'environnement. Mais pour être efficaces, ces politiques doivent s'appuyer sur la coopération de la population. Une série de questions du module sur l'environnement vise à cerner comment les différentes mesures sont accueillies. Les résultats montrent ainsi que 57% des répondants se disent plutôt prêts ou même tout à fait prêts à payer plus cher pour sauvegarder l'environnement. Ils sont même 64% à se déclarer plutôt prêts ou même tout à fait prêts à réduire leur niveau de vie. Quant aux moyens d'obtenir de véritables changements des comportements, 77% des répondants se déclarent en faveur de lois contraignantes vis-à-vis des individus, et 90% vis-à-vis de l'économie.

Après les mesures générales, une autre série de questions se penche sur les pratiques individuelles. Il est par exemple demandé d'estimer la fréquence à laquelle certains gestes spécifiques sont effectués (Figure 7). Le graphique présentant les résultats est intéressant à plusieurs titres. Tout d'abord, il confirme le slogan selon lequel les personnes résidant en Suisse sont les championnes du tri des déchets. Ensuite, il montre que la production de produits respectueux de l'environnement a plus d'effet sur le consommateur que la mise au pilori de produits désignés comme « mauvais ». Enfin, il pointe les progrès qu'il est encore nécessaire de faire en matière de transports, sachant le niveau important de pollution qu'ils génèrent.

Figure 7: fréquence des gestes effectués en faveur de l'environnement

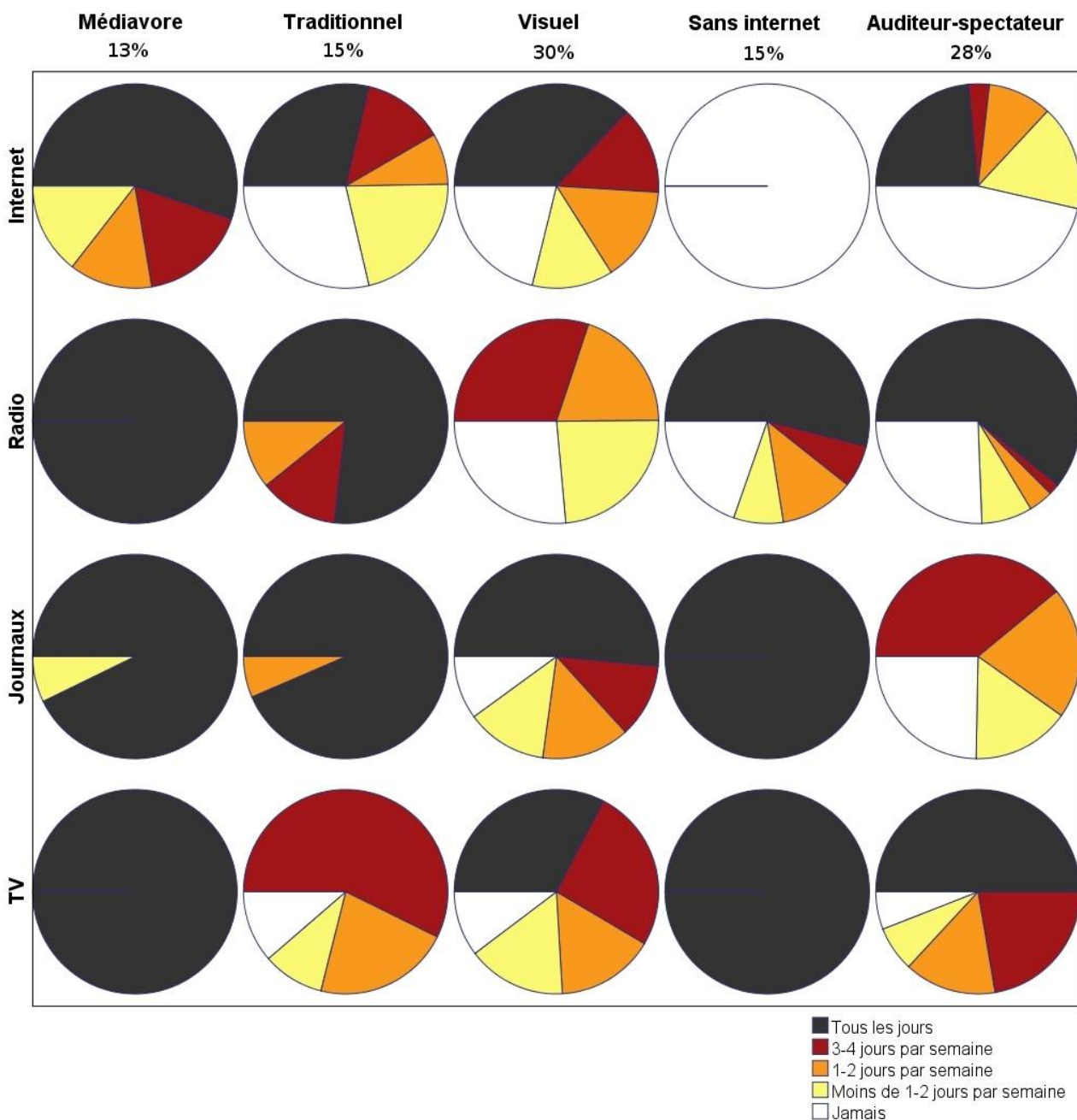


Module suisse sur la citoyenneté

Le module suisse sur la citoyenneté porte sur différents domaines civiques : attitudes et valeurs politiques, participation associative. Une question concerne l'usage des médias pour suivre l'actualité. Elle permet de montrer qu'en moyenne, les trois médias traditionnels – télévision, radio et presse écrite – retiennent la même proportion de personnes, chacun de ces médias étant utilisé quotidiennement par une personne sur deux. L'usage d'Internet pour suivre l'actualité est par contre plus faible avec moins de 30% d'utilisation quotidienne.

Une analyse effectuée à l'aide d'une méthode d'analyse dite de « cluster » permet de constituer cinq profils à qui nous avons donné un nom facilitant la lecture des commentaires (Figure 8) :

Figure 8: typologie de consommateurs de médias



On remarque par exemple que les personnes appartenant au groupe des *médiavores* (13% des répondants) font un usage quotidien ou presque des quatre types de média et que les « sans internet » (15% des répondants) ne font jamais usage des « nouveaux médias ». Des caractéristiques peuvent être rattachées statistiquement à ces groupes. Ainsi le groupe des *sans internet* est composé de personnes en moyenne relativement âgées alors que le groupe « visuel » est plutôt jeune. Les *médiavores* et les *traditionnels* ont, en moyenne, un niveau d'éducation élevé, par contraste avec les *auditeurs-spectateurs*.

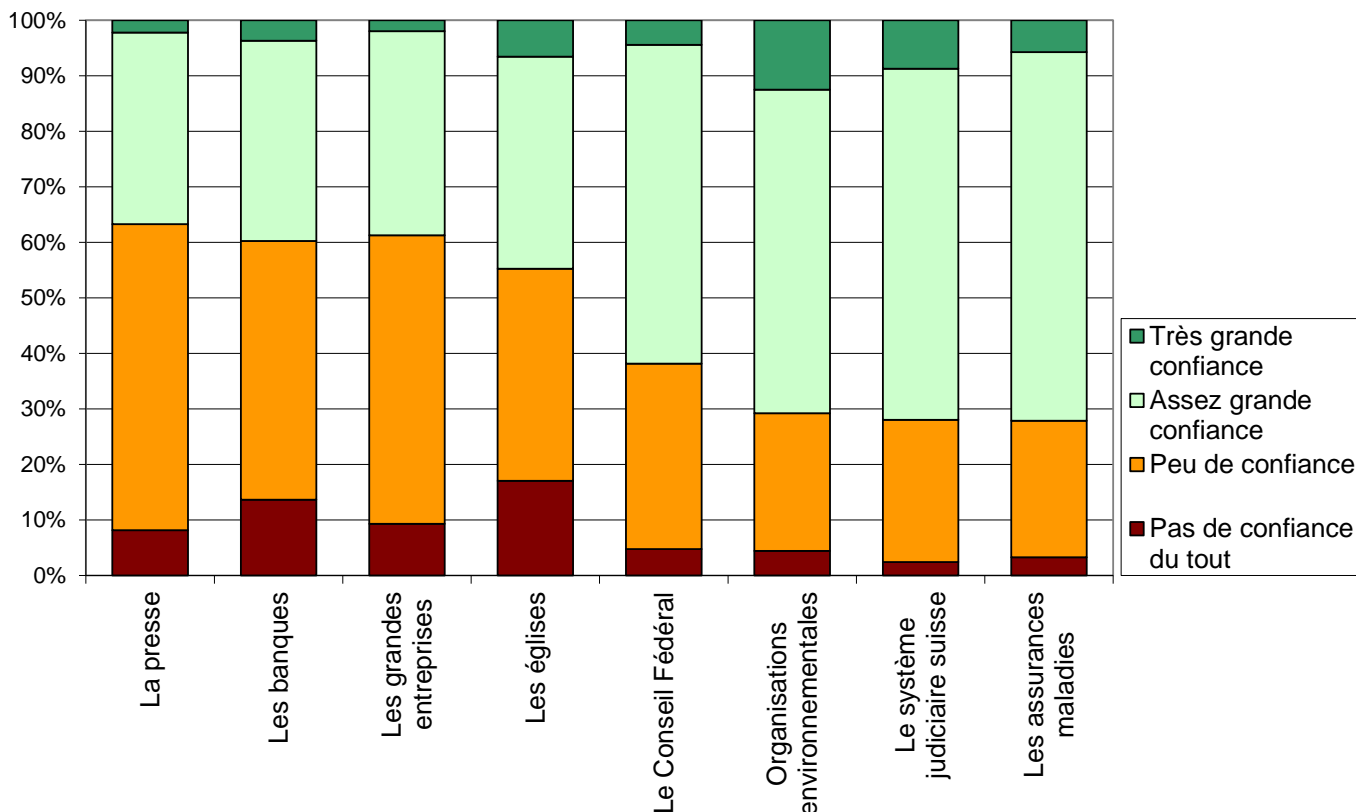
La question de l'appartenance associative constitue un autre aspect des activités quotidiennes. Elle mesure une dimension de l'insertion sociale des répondants, en particulier l'importance de leurs contacts avec la société civile. Les résultats confirment que la participation aux associations est très variable d'un individu à l'autre : si un nombre non négligeable des répondants (10%) participent à plus de deux associations, ils sont largement plus du tiers (40%) à n'avoir déclaré aucune participation. La Table 2 donne une vue des résultats :

Table 2 : Participation sociale

Types d'associations, groupes, mouvements consacrés...	Pourcent
... au sport/loisir	26.5%
... à la défense des travailleurs (syndicat)	16.0%
... à la religion	15.3%
... au domaine professionnel	14.4%
... à la culture	12.8%
... à l'environnement, à l'écologie	8.7%
... au caritatif, à l'aide sociale	5.9%
... à la politique	5.5%
... à la défense des femmes	5.3%
... au domaine de la santé	4.4%
... à la jeunesse	3.6%
... à des actions humanitaires	3.4%
... à des actions communautaires locales	1.8%
... au pacifisme	0.9%

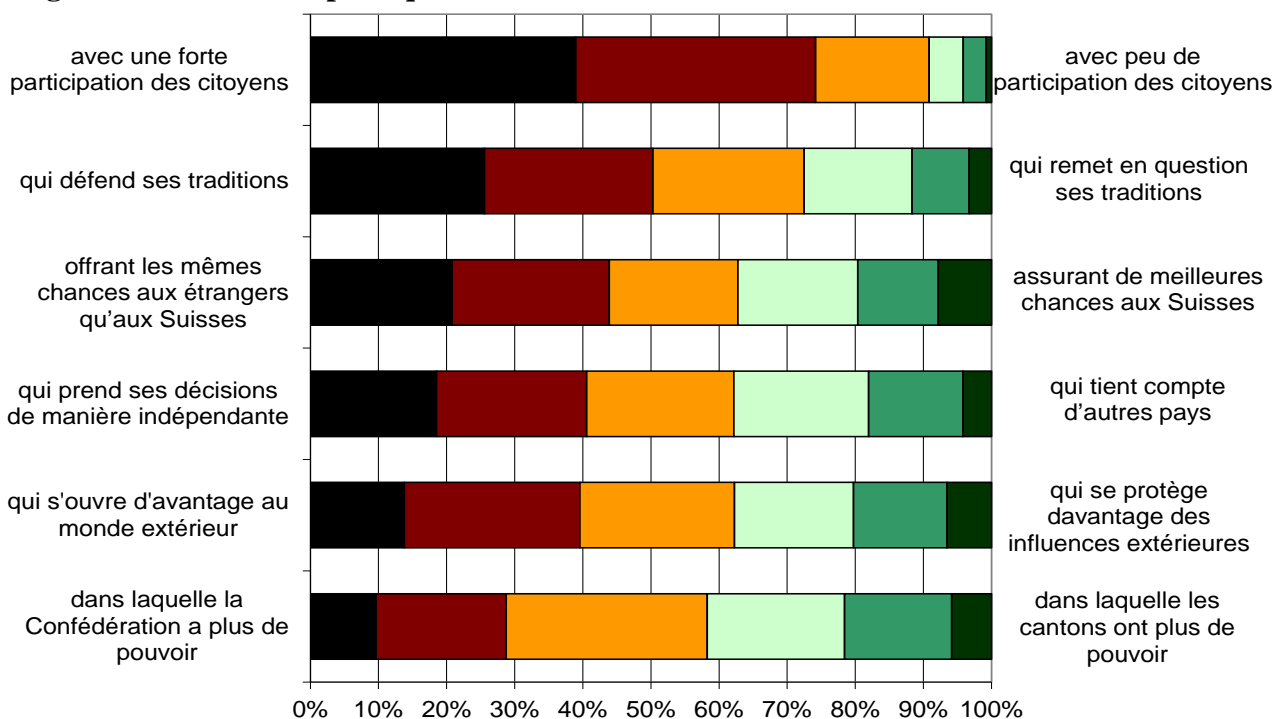
L'enquête MOSAiCH se penche également sur la *confiance dans les institutions*. On peut constater que le Conseil fédéral, les organisations environnementales, le système judiciaire et les assurances maladies jouissent d'un bon capital de confiance. La presse, les banques, les grandes entreprises et les églises sont par contre moins bien évaluées (Figure 9) :

Figure 9: confiance dans les institutions



Dans cette partie de l'enquête, plusieurs questions tentent de dessiner le profil politique du répondant. Une série de questions demande ainsi de se positionner par rapport à deux orientations opposées (Figure 10). On constate ici la volonté de défendre une Suisse promouvant la démocratie directe, défendant ses traditions et désirant offrir un cadre équitable à tous ses résidents.

Figure 10: orientation politique : tout à fait d'accord avec une Suisse ...



A l'aube du XXIème siècle, le sentiment d'appartenance nationale résiste, malgré les phénomènes de globalisation de l'économie et l'appartenance de fait à une culture mondiale véhiculée par les médias et la diffusion à large échelle de produits de consommation standardisés. Dans le Tableau 3, on constate que plus que 80% des personnes concernées déclarent être plutôt fiers ou très fiers d'être Suisse :

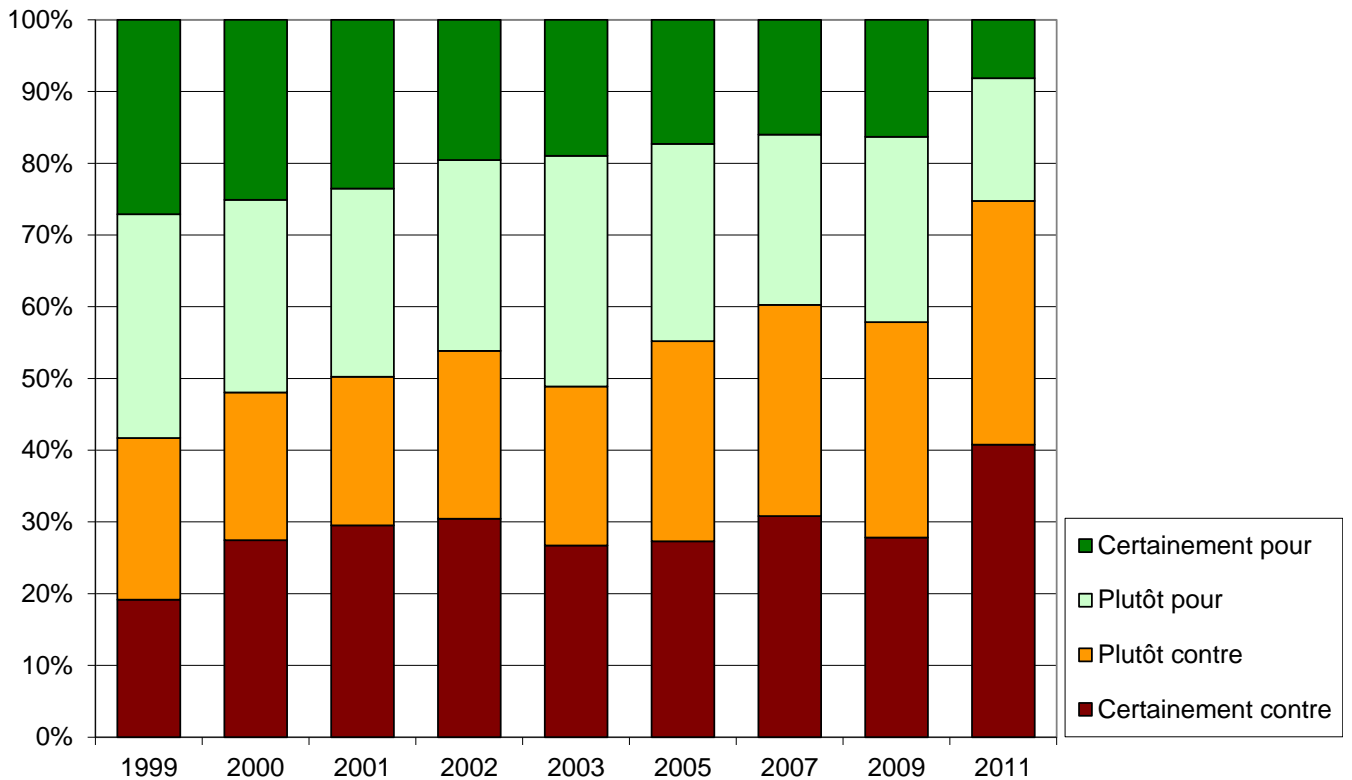
Tableau 3 : Dans quelle mesure êtes-vous fier/ère d'être suisse?

	Fréquence (tous les répondants)	Pourcent (parmi les Suisses)
Très fier/ fière	416	42.1%
Plutôt fier/ fière	445	45.0%
Pas tellement fier/ fière	100	10.1%
Pas fier/ fière du tout	27	2.7%
Je ne suis pas suisse	183	-
Total	1171	100.0%

L'enquête aborde aussi différents sentiments d'appartenance : communale (27%), cantonale (26%), linguistique (35%), nationale, européenne (continentale). Les résultats montrent que l'attachement à la Suisse est le plus fort (43% des personnes qui se disent « très attachées »), suivi de près par l'attachement à l'espace linguistique (35% des personnes qui se disent « très attachées »). L'Europe ferme nettement la marge avec seulement 19% de personnes qui se disent « très attachées ». Cette catégorie était entendue au sens continental du terme et non politique (le continent européen).

Enfin, une enquête qui s'inspire beaucoup de l'Eurobaromètre ne pouvait faire l'impasse sur la question qui agite les débats en Suisse depuis plus de 20 ans. L'enquête MOSAiCH mesure en effet tous les deux ans l'attitude des personnes résidants en Suisse face à l'Union Européenne. Depuis 1999, on observe une diminution des partisans à l'adhésion. En 2011, ils ne sont plus qu'un quart favorables à l'adhésion. Toutefois, une autre question indique que 72% de la population est en faveur de la solution des accords bilatéraux.

Figure 11: adhésion de la Suisse à l'Europe, résultats depuis 1999



MOSAiCH, une enquête généraliste sur les attitudes et valeurs

MOSAiCH (Mesures et Observation Sociologique des Attitudes en Suisse) est une enquête ayant lieu tous les deux ans depuis 2005, financée par le Fonds national suisse de la recherche scientifique. Adaptant des éléments de l’Eurobaromètre, incluant les modules de l’International Social Survey Program (ISSP), MOSAiCH vise à connaître les attitudes de la population envers les institutions politiques et différents thèmes importants dans la vie quotidienne en Suisse.

Ressources internet :

Des informations supplémentaires sur MOSAiCH, sont disponibles sur les pages internet de FORS : www.unil.ch/fors/mosaich

Les données de l’enquête MOSAiCH comme celles d’autres enquêtes en Suisse sont accessibles sur le serveur Nesstar : <http://fors-nesstar.unil.ch/>

Les données des autres pays ayant participé au volet international (ISSP) sont disponibles au centre GESIS, situé en Allemagne : <http://www.gesis.org/en/issp/>